

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
56e séance
tenue le
lundi 12 mai 1997
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 56e SÉANCE

Président : M. SENGWE (Zimbabwe)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 140 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU
FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES FORCES DE MAINTIEN DE LA PAIX DES
NATIONS UNIES AU MOYEN-ORIENT (suite)

a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT (suite)

b) FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN (suite)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES ACTIVITÉS QUI DÉCOULENT DE LA
RÉSOLUTION 187 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (suite)

a) MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEIT
(suite)

b) AUTRES ACTIVITÉS (suite)

POINT 126 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'ORGANISATION D'UN RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL (suite)

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE
DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE

POINT 133 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN
GÉORGIE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/51/SR.56
30 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

SOMMAIRE (suite)

POINT 134 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAITI (suite)

POINT 138 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU TADJIKISTAN

POINT 154 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION TRANSITOIRE DES NATIONS UNIES POUR LA SLAVONIE ORIENTALE, LA BARANJA ET LE SREM OCCIDENTAL (suite)

POINT 157 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAITI (suite)

La séance est ouverte à 15 h 05.

ORGANISATION DES TRAVAUX (A/C.5/51/L.57 et A/C.5/51/L.58)

1. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le document A/C.5/51/L.57, relatif à l'état d'avancement de la documentation, et sur le document A/C.5/51/L.58, qui contient le projet de programme de travail pour la deuxième partie de la reprise de la Cinquante et unième session.
2. En ce qui concerne les documents qui devaient être présentés à la Commission pendant la seconde partie de la reprise de la session, le Président a été informé par le Secrétariat, dans le contexte du point 112 de l'ordre du jour, que le document directif détaillé devant examiner sous tous ses aspects la question de toutes les dépenses additionnelles visées aux paragraphes 10 et 11 de l'annexe I à la résolution 41/213 que l'Assemblée a prié le Secrétaire général de préparer dans sa résolution 50/220 sera publié le 31 mai 1997. Le rapport connexe du CCQAB ne sera disponible que lorsque celui-ci aura achevé son rapport sur le projet de budget, à l'automne. Il est donc proposé que la question soit abordée pendant la troisième partie de la reprise de la session, en septembre.
3. S'agissant de la question des frais de voyages et des dépenses connexes, relevant du point 116 de l'ordre du jour, le Président a été informé que le rapport de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) qui a été demandé par l'Assemblée générale ne sera disponible qu'en septembre.
4. Trois rapports auraient dû être présentés au titre du point 120 de l'ordre du jour conformément à la résolution 51/226 de l'Assemblée. S'agissant de la question du programme de congés de visites familiales, le Président a été informé que, compte tenu de l'intervalle relativement bref qui s'est écoulé entre la première et la deuxième partie de la reprise de la session, le Bureau de la gestion des ressources humaines n'a pas eu le temps de rassembler les informations nécessaires et soumettra par conséquent le rapport correspondant à une date ultérieure. Pour ce qui est du rapport du Secrétaire général relatif aux conclusions de l'examen du premier cycle du système d'appréciation du comportement professionnel, le Président a été informé que, étant donné que le Comité de coordination entre le personnel et l'administration doit examiner à la mi-juin le rapport portant sur la première année d'application de ce système, il ne sera possible de soumettre un rapport complet à ce sujet à la Cinquième Commission qu'en septembre 1997. S'agissant du troisième rapport, relatif à la situation des fonctionnaires inscrits sur la liste des fonctionnaires à redéployer, le Président a été informé qu'un document de séance sera publié vers la fin de la semaine suivante.
5. Enfin, au titre du point 116 de l'ordre du jour également, l'Assemblée générale, dans sa résolution 51/220, a prié le Secrétaire général de soumettre au plus tard le 1er mars 1997 un rapport sur l'exécution des programmes pendant l'exercice biennal 1996-1997 que l'Assemblée avait décidé d'examiner en priorité pendant la première partie de la reprise de sa session. A la lumière de la déclaration faite par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne à la cinquante et unième séance, la Commission est parvenue à la conclusion qu'il appartenait au Département de l'administration et de la gestion de présenter un rapport à ce sujet.

/...

6. M. ACAKPO-STACHIVI (Secrétaire de la Commission) appelle l'attention de la Commission sur un certain nombre de modifications qui ont été apportées au projet de programme de travail figurant dans le document A/C.5/51/L.58. En particulier, la question du personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités a été ajoutée à l'ordre du jour de la séance formelle qui doit avoir lieu le 13 mai.

7. Mme PEÑA (Mexique) remercie le Secrétariat d'avoir publié un nouveau tirage de la version en espagnol du document A/C.5/51/L.58 dans lequel ont été corrigées toutes les erreurs que la délégation mexicaine et d'autres délégations hispanophones avaient relevées. De telles erreurs supposent des dépenses inutiles pour l'Organisation et aucun effort ne devrait être négligé pour qu'elles ne se renouvellent pas.

8. Pour ce qui est du projet de programme de travail, il serait bon de savoir à quelle date le Secrétariat a l'intention de publier l'additif 2 au document relatif au personnel fourni à titre gracieux. Mme Peña relève qu'en outre une seule séance formelle a été réservée à l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes pendant l'exercice biennal 1996-1997, et elle se demande pourquoi une question aussi importante n'a pas été inscrite à l'ordre du jour des consultations officieuses prévues pour la seconde partie de la reprise de la session.

9. M. YUSSUF (République-Unie de Tanzanie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que le temps réservé à l'examen de certains points importants de l'ordre du jour, comme la question de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable à un service dans des forces de maintien de la paix et la question du personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités ne suffira pas à permettre à la Commission de prendre des décisions informées. Il faut ménager plus de temps aussi pour l'examen de la question du Compte d'appui, au titre du point 140 de l'ordre du jour. Enfin, étant donné les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouve actuellement l'Organisation, il faudrait aussi réserver un temps suffisant à l'examen de la question de la réforme du système des achats afin de permettre à la Commission de prendre une décision à ce sujet.

10. Mme SANTIPITAKS (Thaïlande), parlant en sa qualité de Coordinatrice du Groupe de travail du Mouvement non aligné sur les opérations de maintien de la paix, dit que le Mouvement attache une grande importance à la question de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable à un service dans des forces de maintien de la paix et qu'un temps suffisant devrait par conséquent être réservé à son examen pendant la seconde partie de la reprise de la session.

11. Mme RODRIGUEZ ABASCAL (Cuba) remercie le Secrétariat de la Commission d'avoir fait publier une version corrigée en espagnol du document A/C.5/51/L.58. Les erreurs que contenait le document précédent mettent en relief la nécessité de resserrer la supervision au sein du Bureau des services de conférence et des services d'appui ainsi que de faire en sorte que ce dernier reçoive les ressources dont il a besoin pour s'acquitter plus efficacement de ses tâches.

12. La délégation cubaine souscrit aux vues exprimées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine ainsi qu'aux observations faites par la représentante du Mexique au sujet du rapport sur

/...

l'exécution des programmes pendant l'exercice biennal 1996-1997. En outre, la délégation cubaine prend note de la célérité avec laquelle le Secrétariat a publié deux versions distinctes, dont une publication destinée à la vente, des propositions de réforme de l'Organisation présentées par le Secrétaire général et regrette qu'il n'ait pas publié avec la même rapidité des rapports que l'Assemblée générale a demandés deux ans auparavant. Il importe de savoir à quelle date le rapport du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités sera publié de sorte que des consultations officielles sur ce sujet puissent être organisées.

13. La représentante de Cuba note enfin qu'une seule séance officielle a été réservée à l'examen des différents rapports du Bureau des services de contrôle interne et se demande si la Commission pourra achever son examen de ces rapports dans le temps limité qui est disponible. Rappelant que l'Assemblée a décidé que les rapports thématiques du Bureau doivent être examinés en premier lieu par les organes intergouvernementaux compétents avant d'être soumis à la Cinquième Commission, elle demande que cette pratique soit suivie dans le cas des rapports thématiques du Bureau des services de contrôle interne concernant le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

14. M. SIAL (Pakistan) déclare que sa délégation partage les vues exprimées par les orateurs qui l'ont précédé au sujet de la nécessité de réserver un temps suffisant à l'examen de la question relative à l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable à un service dans des forces de maintien de la paix de sorte que la Commission puisse prendre une décision à ce sujet pendant la seconde partie de la reprise de la session.

15. M. BISTA (Népal) regrette que le Bureau de la Commission n'ait pas réservé un temps suffisant à l'examen de questions en suspens aussi importantes que celle de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable à un service dans des forces de maintien de la paix. Il importe au plus haut point que cette question soit réglée pendant la seconde partie de la reprise de la session.

16. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) pense lui aussi, comme les orateurs qui l'ont précédé, qu'un temps suffisant doit être réservé à l'examen de la question de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable à un service dans des forces de maintien de la paix et le rapport du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités. Il relève en outre que deux séances officielles ont été prévues pour le mercredi de la séance en cours pour examiner la question du financement des forces de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient, question à laquelle la Syrie attache une grande importance. M. Sulaiman demande qu'au moins une de ces deux séances soit remise au vendredi de la semaine en question ou à la semaine d'après pour permettre à la délégation syrienne de participer efficacement à la discussion.

17. Mme SHENWICK (Etats-Unis d'Amérique) demande que le Secrétariat fournisse par écrit une explication des raisons pour lesquelles les documents demandés par la Cinquième Commission n'ont pas été publiés. Elle est également préoccupée par la décision de la Commission de la fonction publique internationale de ne pas examiner, à sa dernière session, la question du droit au remboursement des

frais de voyages alors même que l'Assemblée générale le lui avait spécifiquement demandé.

18. M. HANSEN-HALL (Ghana) déclare que le Bureau de la Commission devrait revoir le projet de programme de travail qui est présenté afin d'allouer un temps suffisant à l'examen de questions aussi importantes que le rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes pendant l'exercice biennal 1996-1997, le Compte d'appui, le rapport du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités, la réforme du système des achats et l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable à un service dans des forces de maintien de la paix.

19. M. SAHA (Inde) considère qu'un temps suffisant devrait être réservé à l'examen des questions du personnel fourni à titre gracieux, de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité et de la réforme du système des achats.

20. M. WATANABE (Japon) fait valoir qu'étant donné l'importance que revêtent les opérations de maintien de la paix, il est indispensable que les travaux de la Commission sur cette question soient bien organisés. Les délégations devraient formuler leurs propres suggestions sur la marche à suivre à ce sujet, et le Secrétariat devrait indiquer s'il serait possible d'adopter un programme de travail plus souple si la nécessité s'en fait sentir.

21. Mme RODRIGUEZ ABASCAL (Cuba) déclare qu'étant donné que le document ONU 21 doit être examiné par le CCQAB avant d'être présenté à l'Assemblée générale, il serait bon de connaître les vues du CCQAB à ce sujet, ce qui faciliterait les débats de la Cinquième Commission.

22. Le PRESIDENT fait savoir qu'il essaiera de tenir compte des souhaits de toutes les délégations lorsqu'il préparera le programme de travail de la Commission.

23. M. HALBWACHS (Contrôleur) rappelle que l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de soumettre, par l'entremise du CCQAB, un rapport contenant des propositions afin de réaliser les économies demandées dans sa résolution 50/214. Le Secrétaire général a publié ce rapport sous la cote A/C.5/50/57/Add.1, qui comprend une liste énumérant un par un les programmes et activités qui seront affectés par les mesures d'économie. Par ce rapport, le Secrétaire général a pleinement informé les Etats Membres de l'impact que lesdites mesures auraient vraisemblablement sur les programmes et activités dont la réalisation a été demandée par l'Assemblée. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 indiquera expressément le sort réservé à tous les produits qui ont été annulés ou remis. A l'heure actuelle, le Secrétariat ne dispose d'aucune information nouvelle à communiquer aux Etats Membres. Conformément au règlement relatif à la planification des programmes, le rapport usuel sur l'exécution des programmes sera compilé après la clôture de l'exercice biennal.

24. Mme PEÑA (Mexique) fait observer que le document A/C.5/50/57/Add.1 a été publié en août 1996. Aussi bien le CCQAB que l'Assemblée générale ont déclaré que ce rapport ne contenait pas assez d'informations pour déterminer l'impact réel des mesures d'économie sur l'ensemble des programmes et activités. Un rapport à ce sujet devrait être présenté, comme cela a été demandé. La non-

/...

disponibilité de documents et le peu de cas qui est fait des souhaits exprimés par les Etats Membres sapent l'ensemble du processus de réforme, qui a principalement pour but d'améliorer l'efficacité. La délégation mexicaine est stupéfaite aussi par les tentatives qui sont faites de justifier la non-publication de documents en invoquant les règlements existants.

25. Mme GOICOCHEA (Cuba) souscrit aux observations formulées par la représentante du Mexique. La demande d'établissement d'un rapport indiquant l'impact des mesures de compression budgétaire sur le programme de travail a été un élément du consensus qui a débouché sur l'adoption de la résolution 51/221 de l'Assemblée générale. Un consensus s'est dégagé étant entendu qu'un tel rapport serait publié en temps utile. S'il est vrai que, conformément au règlement relatif à la planification des programmes, les rapports sur l'exécution des programmes sont publiés après la clôture de l'exercice, la demande faite par l'Assemblée générale en l'occurrence porte sur un rapport ponctuel spécial concernant l'impact des mesures d'économie. En tout état de cause, ce rapport devrait être présenté dès que possible et certainement pendant la seconde partie de la reprise de la session.

26. M. FATTAH (Egypte) déclare que les raisons avancées par le Contrôleur ne sont pas convaincantes. Les Etats Membres ont le droit de savoir quels sont les critères appliqués par le Secrétariat pour réduire les programmes et les activités.

27. M. SARDEGNA (Directeur du Service de gestion des bâtiments) fait savoir qu'il a reçu une demande d'informations concernant les ressources engagées au titre du chapitre 31 (Travaux de construction, de réaménagement et d'amélioration et gros travaux d'entretien). Les informations en question ont été fournies le 27 mars 1997. Les choses ont beaucoup changé depuis lors et M. Sardegna est heureux de pouvoir faire savoir à la Commission que les projets de construction actuellement en cours ont avancé de manière satisfaisante.

28. L'on espère pouvoir commencer à reconstruire une partie du garage du bâtiment de l'Organisation au début du mois de juin. Les travaux se poursuivront jusqu'à la fin août. Pendant l'été, 240 à 280 espaces de stationnement seront inutilisables, et 246 espaces seront remis en service une fois le projet terminé. A titre intérimaire, le Secrétariat a aménagé 26 espaces de stationnement supplémentaires le long de l'allée menant à la 48e rue. Les travaux de reconstruction constituent un projet à long terme rendu nécessaire par des années de dommages causés par le sel à l'armature métallique des sols du garage.

29. Le Service de gestion des bâtiments n'a mis en route que lentement nombre de projets prévus pour l'exercice biennal en cours. Du fait de la réduction des ressources allouées à l'entretien des bâtiments, il a fallu revoir les projets envisagés et établir un nouvel ordre de priorité entre eux. Il est extrêmement difficile de programmer des projets à long terme lorsque les ressources fluctuent dans des proportions énormes. Toutefois, depuis le dernier trimestre de 1996, le système budgétaire a gagné en stabilité et il a ainsi été possible de planifier pour l'avenir sur des bases plus certaines. Plusieurs projets ont fait l'objet d'engagements de dépenses même s'ils n'ont pas été effectivement mis en route et ils devraient être bien avancés d'ici à la fin de l'exercice biennal.

30. Mme RODRIGUEZ ABASCAL (Cuba) souhaiterait savoir à quelle date les Etats Membres peuvent compter recevoir le rapport sur les garages dans les principaux lieux d'affectation que l'Assemblée générale a demandé au paragraphe 73 de sa résolution 50/214, et s'il est vrai que des espaces de stationnement au garage de l'Organisation à New York sont loués à des personnes qui n'ont aucun rapport avec l'Organisation.

31. M. STOCKL (Allemagne) considère, étant donné que les engagements et les projets de construction ont un caractère à long terme, que remettre à une date ultérieure des travaux d'entretien des bâtiments et que des coupes doivent être opérées dans l'immédiat est une fausse économie. L'Organisation devrait également redoubler d'efforts pour tenir compte des besoins particuliers des visiteurs handicapés.

32. Mme SHENWICK (Etats-Unis d'Amérique) souhaiterait que le Directeur commente certains rapports parus dans la presse selon lesquels, pendant les travaux de rénovation de la résidence du Secrétaire général, des fonctionnaires des Nations Unies participant au projet et des entrepreneurs de l'extérieur ont été découverts alors qu'ils regardaient des films pornographiques pour lesquels l'Organisation a reçu une facture de plusieurs milliers de dollars. Si ces rapports sont exacts, la délégation américaine souhaiterait savoir quelles sont les mesures qui ont été prises pour sanctionner ces faits.

33. M. GOU MENNY (Ukraine), rappelant que la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale doit se tenir à New York en juin, déclare que les délégations ne disposent pas, pendant cette période, d'un nombre suffisant de places de stationnement. Il souhaiterait savoir s'il serait possible de réduire le nombre d'espaces de stationnement devant être mis hors service.

34. Mme INCERA (Costa Rica) dit que sa délégation est préoccupée par le fait qu'alors que l'on envisageait, en mars, de mettre 243 places de stationnement hors service, ce chiffre a maintenant atteint 280. Ayant récemment reçu un avertissement d'enlèvement de son automobile, elle souhaiterait savoir aussi qui émet de tels avertissements et où les automobiles sont enlevées.

35. M. SARDEGNA (Directeur du Service de gestion des bâtiments) fait savoir que le rapport concernant la situation des garages est presque achevé et sera publié sous peu. Il y a au Siège de l'Organisation des fonctionnaires qui travaillent hors des heures normales, et c'est cela qui donne l'impression que des véhicules munis de plaques diplomatiques utilisent constamment le garage. L'Organisation n'a pas pour politique de permettre à des personnes de l'extérieur d'utiliser le garage. Généralement parlant, le rôle du Service de gestion des bâtiments est d'essayer, dans toute la mesure possible, de faire droit aux souhaits et aux besoins de toutes les délégations.

36. Des efforts considérables ont été déployés pour rendre le bâtiment convivial pour les visiteurs handicapés, mais il est vrai qu'il reste beaucoup à faire pour que le bâtiment du Siège soit pleinement accessible pour les handicapés.

37. M. Sardegna n'ignore pas les rumeurs selon lesquelles certains entrepreneurs ont visionné des films pornographiques aux frais de l'Organisation, et le Service de la sécurité a été saisi de la question et prié

de mener une enquête approfondie. Le Service de la sécurité n'a pas encore rendu compte de son enquête. Si les rumeurs en question sont fondées, ce comportement, évidemment inacceptable, sera sanctionné en conséquence.

38. Le plan de travaux de rénovation du garage tiendra compte, cela va sans dire, des nécessités de stationnement pendant la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Les panneaux d'interdiction de stationnement qu'ont placés aussi bien l'Administration du garage que le Service de la sécurité ont pour but de rappeler aux membres de la communauté des Nations Unies de faire preuve d'égards envers les autres automobilistes lorsqu'ils stationnent à l'intérieur du complexe du Secrétariat et aux alentours.

39. M. STOCKL (Allemagne) pense que l'on pourrait peut être établir, pour répondre aux demandes de renseignements futures, une fiche d'information sur les possibilités d'accès au bâtiment des personnes handicapées. Il souhaiterait savoir aussi comment les places de stationnement sont allouées aux fonctionnaires, cela étant un élément des conditions d'emploi dans les différents lieux d'affectation.

40. M. SHENWICK (Etats-Unis d'Amérique) dit que le rapport qui a été demandé au sujet de la situation du garage devrait comporter des informations sur le total des frais de fonctionnement du garage ainsi qu'une explication de la différence de tarifs appliqués aux délégations et aux fonctionnaires.

41. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, le Bureau des services de contrôle interne devrait faire une enquête au sujet des irrégularités commises dans le cadre des travaux à la résidence du Secrétaire général. Il faut que la question soit réglée sans tarder étant donné que plusieurs mois se sont déjà écoulés et que certains paiements ont peut-être déjà été effectués aux entrepreneurs en question.

42. Mme INCERA (Costa Rica) pense qu'il serait peut-être plus efficace de placer des panneaux pour rappeler aux délégations de ne pas stationner en double file ou bloquer les voies d'accès plutôt que des panneaux d'avertissement d'enlèvement des automobiles si telle n'est pas l'intention.

43. Le PRESIDENT dit que, conformément à la demande formulée par des membres de la Commission à sa 55e séance, il sera fourni une explication des circonstances qui ont conduit à interrompre le système de retransmission publique en multiplex pendant l'allocution faite par le Secrétaire général le 17 mars 1997.

44. M. RIESCO (Directeur des services de conférence) dit que, bien que le système de retransmission en multiplex ne relève pas de la responsabilité des Services de conférence, il a soulevé la question avec le service responsable.

45. C'est le porte-parole du Secrétaire général qui a ordonné aux ingénieurs du son d'interrompre la retransmission, l'intention étant de sauvegarder le caractère relativement confidentiel des informations données dans la déclaration du Secrétaire général et de tenir compte des observations formulées par le passé par les délégations qui se sont plaintes de ce que des informations soient communiquées aux médias avant qu'elles n'en aient eu connaissance. Le porte-parole du Secrétaire général a également cherché à éviter qu'une multitude de correspondants fasse irruption dans la salle de conférence pour demander aux

/...

délégations et au Secrétaire général de faire des déclarations immédiatement après l'allocution de ce dernier. En outre, il a paru que les organisations ayant accès au système de retransmission publique en multiplex avaient injustement un avantage sur les autres.

46. Le porte-parole du Secrétaire général demande aux membres de la Commission de l'excuser s'ils ont des objections à formuler et reconnaît qu'il aurait dû préalablement demander l'agrément du bureau de la Commission.

47. Mme INCERA (Costa Rica) fait valoir que le Service du porte-parole du Secrétaire général n'était pas habilité à modifier les procédures applicables à une séance d'une Grande Commission de l'Assemblée générale. Il ne faut pas qu'une telle situation se renouvelle, et la délégation costaricienne attend des excuses officielles du porte-parole du Secrétaire général.

48. La délégation costaricienne considère que les délégations des Etats Membres sont tout à fait fondées à souhaiter et recevoir les informations avant qu'elles ne soient diffusées à la presse. Toutefois, il est tout à fait acceptable, dans l'intérêt d'une plus grande transparence, que la presse et les délégations reçoivent des informations simultanément. Le désir d'éviter que des correspondants de presse ne posent des questions n'est donc pas une justification. Les délégations ont le droit de faire des déclarations à la presse comme elles l'entendent, et il ne doit pas être porté atteinte aux droits et aux privilèges des Etats Membres en raison d'une déclaration du Secrétaire général. Le fait que certaines organisations n'ont pas accès au système de retransmission publique en multiplex ne devrait aucunement intervenir dans les décisions du Secrétariat. Ce dernier n'est pas autorisé à prendre de telles décisions sans consultations préalables.

49. M. FATTAH (Egypte) pense lui aussi qu'il est inacceptable pour le Secrétariat d'avoir agi de la sorte et appuie la demande d'excuses officielles.

50. Mme PEÑA (Mexique) estime qu'il aurait fallu organiser une réunion d'information pour les organisations n'ayant pas accès au système de retransmission dans les minutes suivant la fin de la déclaration du Secrétaire général.

51. M. STOCKL (Allemagne) déclare que le porte-parole du Secrétaire général ou ses supérieurs devraient fournir d'autres explications, d'autant que le Secrétaire général a préconisé une plus grande transparence dans toute l'Organisation. Il pense lui aussi que le porte-parole du Secrétaire général devrait présenter des excuses en public.

52. M. MOKTEFI (Algérie) déclare que sa délégation partage les préoccupations exprimées et s'associe à la demande d'excuses publiques.

53. Le PRESIDENT prie le Directeur des Services de conférence de transmettre aux personnes responsables la consternation de la Commission concernant la violation de l'article 60 du Règlement intérieur et le fait que des excuses officielles sont attendues.

54. Par ailleurs, le Président fait savoir que, conformément à la résolution 51/216 de l'Assemblée générale, il s'est tenu une réunion officieuse sur la

question de la participation de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI) et du Comité de coordination des associations et des syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies aux travaux de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Après avoir entendu les trois parties intéressées et les observations des Etats Membres, le Président a invité la FAFI et le Comité de coordination à reprendre leur participation aux travaux de la CFPI sans conditions préalables, et il a confié au secrétariat de la CFPI le soin de prendre les dispositions techniques nécessaires.

POINT 140 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite) (A/51/892)

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES FORCES DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES AU MOYEN-ORIENT (suite) (A/51/684/Add.1)

- a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DEGAGEMENT (suite) (A/51/405/Add.1 et 2)
- b) FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN (suite) (A/51/535/Add.1 et 2)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES ACTIVITES QUI DECOULENT DE LA RESOLUTION 187 (1991) DU CONSEIL DE SECURITE (suite)

- a) MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEIT (suite) (A/51/658/Add.1 et 2 et A/51/683/Add.1)
- b) AUTRES ACTIVITES (suite)

POINT 126 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN REFERENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL (suite) (A/51/673 et Add.1 et A/51/847)

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX A CHYPRE (A/51/755 et Corr.1 et Add.1 et A/51/851 et Corr.1)

POINT 133 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN GEORGIE (suite) (A/51/793 et Add.1 et A/51/855)

POINT 134 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (suite) (A/51/764 et Add.1 et A/51/861)

POINT 138 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU TADJIKISTAN (A/51/784 et Add.1 et 2 et A/51/850)

POINT 154 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION TRANSITOIRE DES NATIONS UNIES POUR LA SLAVONIE ORIENTALE, LA BARANJA ET LE SREM OCCIDENTAL (suite) (A/51/520/Add.1 à 3 et A/51/872)

POINT 157 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (suite) (A/51/825 et A/51/861)

55. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport général du CCQAB figurant dans le document A/51/892, dit que ce document résume certaines des principales conclusions du Comité consultatif touchant les opérations de maintien de la paix.

56. L'examen des rapports du Secrétaire général a été facilité par l'introduction du nouveau cycle budgétaire autorisé par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/233. En outre, et bien qu'il subsiste des possibilités d'amélioration considérables, les modifications apportées à la présentation des budgets des opérations de maintien de la paix ont facilité l'analyse des prévisions budgétaires et des rapports sur l'exécution de ces budgets soumis par le Secrétaire général. S'il est désormais plus aisé d'estimer les ressources nécessaires pour un exercice déterminé, il serait bon de faire preuve d'une plus grande cohérence et de fournir des explications satisfaisantes dans les informations supplémentaires communiquées ainsi que dans les documents budgétaires eux-mêmes. Le Manuel relatif aux coûts et aux ratios standard a beaucoup facilité la préparation du budget, mais tout écart par rapport aux coûts et ratios standard et les besoins propres à telle ou telle mission devraient être expliqués avec plus de clarté et de cohérence. Le Secrétariat devrait également fournir les informations les plus récentes disponibles concernant l'exécution du budget pendant l'exercice précédent l'exercice à l'examen, ce qui permettrait au Comité consultatif de mieux évaluer les demandes de crédits présentées.

57. Le Secrétariat et les services d'administration sur le terrain devraient s'attaquer d'urgence au problème que représente la lourdeur des procédures de préparation des prévisions budgétaires. Il faudrait, grâce aux nouvelles technologies, élaborer des normes concernant la compilation des informations sur le terrain pour que celles-ci puissent être examinées au Siège et incluses avec le moins de changements possibles dans les rapports à l'Assemblée générale. A cette fin, les services compétents du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'administration et de la gestion devraient revoir leurs rôles respectifs afin d'éviter tout risque de chevauchement d'efforts dans le processus de préparation des budgets. Il importe aussi de s'attaquer d'urgence aux problèmes liés à la mise en oeuvre du Système intégré de gestion (SIG) aussi bien au Siège que sur le terrain. Malgré les efforts que font les fonctionnaires du Secrétariat pour répondre rapidement aux demandes d'informations, il arrive souvent que celles-ci ne soient pas communiquées à temps, les services intéressés ne disposant pas de systèmes efficaces de traitement des informations et des données. Le CCQAB attend avec beaucoup d'intérêt les résultats de l'audit spécial du SIG qui a été entrepris conformément à l'application de l'article 12.7 du Règlement financier.

58. Il importe d'améliorer les systèmes de contrôle budgétaire et de prévoir un système efficace de suivi de l'exécution des budgets. Le CCQAB a déjà identifié de nombreuses lacunes dans les mécanismes d'administration et de contrôle des budgets. Des mesures efficaces doivent être adoptées pour resserrer le contrôle exercé sur les paiements et sur la comptabilité de différentes indemnités, y compris l'indemnité de subsistance en mission, d'habillement et d'aide sociale.

Le Secrétariat a fait savoir que différentes mesures étaient à l'étude pour rationaliser l'administration de certaines de ces indemnités. Les opérations de maintien de la paix sont souvent menées dans des environnements peu stables, et une certaine souplesse doit être laissée au Secrétariat dans l'administration des crédits ouverts par l'Assemblée générale. Toutefois, il apparaît que l'administration a souvent interprété cette souplesse dans un sens trop large et le Secrétariat risque de perdre cette marge de manoeuvre s'il se produit d'importants dépassements de dépenses sans autorisation du CCQAB. Tout aussi préoccupants sont ce qu'il est convenu d'appeler les "reports" et l'importance du montant des engagements non réglés. Le CCQAB demande que les observations qu'il a formulées sur ces questions soient analysées de près, que les causes de cette situation soient identifiées et que les mesures correctives voulues soient adoptées.

59. La gestion des avoirs et des stocks demeure un sérieux point faible. Il apparaît que, dans la majorité des cas, l'administration, aussi bien au Siège que sur le terrain, ne sait pas exactement quel est l'état des stocks. Le CCQAB a trouvé la plupart des informations sur les stocks données dans les rapports sur l'exécution des budgets ou sur des prévisions budgétaires trompeuses, insuffisantes et souvent peu fiables. De ce fait, le Secrétariat a eu tendance à demander l'achat de stocks supplémentaires. Le CCQAB espère recevoir sous peu d'autres rapports à ce sujet, et particulièrement au sujet de l'élaboration d'un système efficace de gestion des avoirs.

60. Par ailleurs, le CCQAB a demandé que des procédures appropriées soient appliquées à la comptabilité et au traitement de recettes accessoires, spécialement celles provenant de la vente de matériel ou des remboursements au titre de l'utilisation de ressources appartenant à l'Organisation des Nations Unies. Il faudrait expliquer clairement aux institutions spécialisées et aux divers fonds et programmes quel est le rôle de coordination du Représentant spécial du Secrétaire général pour qu'il soit davantage tenu compte de sa présence dans le secteur des opérations.

61. La relation entre les services de l'administration sur le terrain et les éléments militaires devrait être structurée de telle sorte que ces derniers n'engagent pas de dépenses ni ne concluent des contrats avec des tiers au nom de l'Organisation sans la pleine participation de cette dernière. En outre, il faudrait redoubler d'efforts pour défendre les intérêts de l'Organisation devant les autorités des zones d'opération. Le CCQAB est très préoccupé par l'inobservation des accords relatifs au statut des forces et aux missions. L'Organisation dépense des millions de dollars dans des situations qui auraient pu être évitées si les accords pertinents avaient été suivis. Il ne faudra plus tolérer non plus que des conditions soient imposées de manière unilatérale entravant le retrait méthodique des avoirs appartenant à l'Organisation lorsqu'une mission est liquidée. Comme indiqué dans le rapport du Comité consultatif (A/51/892, par. 23), l'Organisation devrait s'employer énergiquement à faire en sorte que toutes les parties respectent et appliquent toutes les dispositions des accords relatifs au statut des forces et aux missions.

62. Si l'on veut que les améliorations voulues soient introduites dans les domaines signalés dans les rapports du CCQAB, il est essentiel que les services qui s'occupent de l'administration, du budget et des finances soient dotés d'un personnel expérimenté et qualifié. Lorsqu'il a examiné les rapports dont il

/...

était saisi, le Comité consultatif a relevé que, lorsque les missions disposaient de fonctionnaires expérimentés pour diriger les services administratifs et d'autres fonctionnaires des Nations Unies qualifiés, les rapports étaient de bien meilleure qualité. Aussi, le Secrétariat doit-il adopter des mesures efficaces pour encourager les fonctionnaires expérimentés à se porter volontaires pour des missions. Comme le CCQAB l'a indiqué dans son rapport général (A/51/892, par. 15), une gestion éclairée du personnel devrait faire en sorte que les fonctionnaires affectés sur le terrain soient à leur tour réintégrés comme il convient de manière à tirer pleinement parti des compétences qu'ils ont acquises et de faire droit à leurs aspirations de carrière.

63. Si l'on inclut les rapports du CCQAB, la Cinquième Commission est saisie de plus de 40 rapports sur des opérations de maintien de la paix. Si l'on veut qu'elle puisse mener à bien ses travaux dans le temps imparti pour la seconde partie de la reprise de la session, il est essentiel que les débats et les déclarations soient brefs. M. Mselle a par conséquent décidé de ne pas entrer dans le détail de chacun des rapports du CCQAB.

64. La longueur des rapports varie entre deux et plus de 40 pages. Dans plusieurs cas, le Secrétariat a révisé son rapport après que les intéressés ont été entendus et qu'il a été répondu aux questions posées par le Comité consultatif. Dans la plupart des cas, le CCQAB a accepté les estimations proposées par le Secrétaire général. Néanmoins, lorsqu'il a considéré qu'il restait un certain nombre de questions à régler, le Comité consultatif n'a pas recommandé d'ouverture de crédits ou de mise en recouvrement de contributions supplémentaires au titre des demandes formulées dans le contexte des rapports sur l'exécution des budgets.

65. M. Mselle est prêt à répondre à toute question concernant les recommandations formulées par le CCQAB dans ses différents rapports lorsqu'ils seront abordés soit en séances plénières soit lors de discussions officielles.

66. M. NAJEM (Liban), parlant au nom du Groupe des Etats arabes, rappelle que, dans sa résolution 50/89 B du 7 juin 1996, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de soumettre un rapport sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) en y faisant figurer une évaluation complète des dommages causés par l'attaque israélienne contre le quartier général de la Force à Qana le 18 avril 1996. Ce rapport a maintenant été présenté à la Commission (A/51/535/Add.1). Or, M. Najem est surpris de noter que le rapport parvient à la conclusion qu'il appartient aux Etats Membres, et non à Israël, de prendre à leur charge les dépenses découlant de l'agression israélienne. Le Groupe des Etats arabes ne peut pas accepter qu'une partie quelconque des dépenses soit imputée aux Etats Membres. Ces derniers versent déjà des contributions importantes aux missions de maintien de la paix, et il est inconcevable que d'autres coûts soient ajoutés à ces contributions. Les Etats au nom desquels parle M. Najem font appel à tous les Etats Membres pour qu'ils refusent d'accepter une quelconque responsabilité pour les dépenses liées à l'agression israélienne et exigent qu'Israël, l'agresseur, prenne à sa charge tous les coûts sans exception. M. Najem demande également au Président de remettre de quelques jours les consultations officielles sur ce point de l'ordre du jour.

67. Le PRESIDENT dit que le Bureau examinera toutes les demandes de modification du programme de travail.

68. M. MOKTEFI (Algérie) appuie la déclaration faite par le représentant du Liban : il ne saurait être question de demander aux Etats Membres de verser des contributions financières pour couvrir les dommages délibérément causés par l'agresseur. La délégation algérienne refuse de participer aux coûts d'un incident dont son pays n'est pas responsable.

69. M. FATTAH (Egypte) appuie lui aussi sans réserves la déclaration faite par le représentant du Liban et espère que la demande formulée par ce dernier sera reflétée dans le projet de résolution présenté au sujet du point de l'ordre du jour à l'examen. S'agissant du rapport du Comité consultatif (A/51/684/Add.1), il souhaiterait avoir des éclaircissements sur le paragraphe 38, où il est dit que le total des coûts à prévoir est d'environ 1 773 618 dollars, à l'exclusion d'environ 200 000 dollars de frais d'hôpital pour trois militaires.

70. Mme ACHOURI (Tunisie) souscrit à la demande du représentant du Liban tendant à ce que les consultations officieuses sur la question soient remises à une date ultérieure et demande elle aussi aux Etats Membres de ne pas participer aux dépenses découlant de l'agression israélienne au Liban comme il leur a été demandé de le faire, une telle demande n'ayant aucun fondement juridique ou politique.

71. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) souscrit lui aussi à la déclaration faite par le représentant du Liban et ne comprend pas comment l'on pourrait logiquement demander aux Etats Membres de payer les dommages résultant de l'agression israélienne.

72. M. ELMONTASER (Jamahiriya arabe libyenne) appuie les vues exprimées par le représentant du Liban et d'autres orateurs. Il attache une importance particulière à la décision qui sera adoptée et espère qu'elle répondra aux préoccupations des Etats Membres.

73. M. YUSSUF (République-Unie de Tanzanie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que le Groupe des 77 et la Chine n'ont pas eu le temps d'arrêter une position sur la question, et demandent au Bureau de remettre l'examen de la question jusqu'à la fin de la semaine.

74. M. SALEEM (Emirats arabes unis) considère lui aussi qu'il serait inconcevable qu'Israël puisse commettre une agression contre le quartier général de la Force et demander ensuite à l'Organisation des Nations Unies de payer les dommages causés. Il appuie la demande tendant à ce que les consultations officieuses soient remises à une date ultérieure.

75. Mme SHENWICK (Etats-Unis d'Amérique) n'a aucune objection à ce que les consultations officieuses sur la question soient remises à une date ultérieure, bien qu'elle doute que la question puisse être réglée en quelques jours. Toutefois, elle croit comprendre que le rôle de la Cinquième Commission est d'analyser le budget présenté par le Secrétaire général et de déterminer si les montants demandés sont suffisants, si les ressources seront utilisées à des fins conformes aux décisions de l'Assemblée générale et si toutes les dépenses doivent être incluses dans l'élément du budget faisant l'objet de recouvrements

de contributions. La Cinquième Commission n'a pas pour mission d'extraire certaines dépenses d'un budget dont le Secrétaire général propose qu'il soit financé au moyen de contributions mises en recouvrement et d'essayer de les imputer à des Etats Membres déterminés.

76. Le PRESIDENT fait observer qu'il y a eu plusieurs cas dans lesquels la Commission a pris de telles décisions concernant des propositions de dépenses, par exemple dans le cas des tribunaux internationaux chargés de connaître de violations des droits de l'homme.

77. M. MIRMOHAMMAD (République islamique d'Iran) déclare que l'intention de la Cinquième Commission, telle qu'elle est reflétée au paragraphe 7 de la résolution 50/89 B de l'Assemblée générale, était d'obtenir une évaluation des dommages causés par la partie responsable. La Commission voit maintenant son intention réalisée. M. Mirmohammad pense lui aussi que les dépenses entraînées par les dommages causés au quartier général de la FINUL devraient être à la charge exclusive de la partie responsable.

78. Mme SHENWICK (Etats-Unis d'Amérique) saurait gré au Président de donner des exemples concrets de situations dans lesquelles la Commission a déterminé qu'un élément du budget proposé par le Secrétaire général ne devrait pas être financé par les moyens proposés et a simultanément décidé que les montants en question devraient être imputés à un Etat Membre spécifique plutôt que d'être considérés comme une responsabilité collective. Dans le cas des tribunaux internationaux, les Etats Membres n'ont pas été d'accord avec le barème des quotes-parts proposé par le Secrétaire général et ont décidé d'appliquer d'autres modalités de financement.

79. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), se référant aux éclaircissements demandés par le représentant de l'Egypte, fait observer qu'au paragraphe 38 de son rapport, le CCQAB donne des informations tirées du rapport du Secrétaire général et obtenues du Secrétariat. Il est indiqué dans le rapport que le coût total est de 1,7 million de dollars, à l'exclusion d'un montant de 200 000 dollars. M. Mselle laissera au Secrétariat le soin d'informer la Cinquième Commission de l'entité qui devrait prendre à sa charge ledit montant.

80. Mme SHENWICK (Etats-Unis d'Amérique) souhaiterait savoir si les dépenses en question auraient pu être imputées non pas à l'Organisation mais à un Etat Membre en vertu d'un accord relatif à la couverture des frais médicaux des officiers d'une mission de maintien de la paix blessés en service. Dans le cas contraire, elle souhaiterait savoir si la Cinquième Commission va maintenant discuter de toutes les dépenses qui pourraient se rapporter à l'incident en question. Elle croit comprendre qu'au paragraphe 38 de son rapport, le CCQAB se réfère aux dépenses prises en charge par l'Organisation découlant directement ou indirectement de l'incident de Qana. Mme Shenwick souhaiterait savoir avec plus de précision ce que représente le montant de 200 000 dollars.

81. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le Secrétariat a fourni au CCQAB des informations concernant la manière dont serait couvert le montant de 200 000 dollars et qu'il appartient au Secrétariat de communiquer ces informations à la Cinquième Commission.

82. M. HOSANG (Directeur de la Division du financement des opérations de maintien de la paix) dit qu'il répondra aux questions posées à la séance suivante.

83. M. FATTAH (Egypte) juge surprenant que le Secrétariat ne soit pas prêt à répondre à des questions concernant un rapport qui a été étudié en détail au sein du CCQAB. Il attend la réponse du représentant du Secrétariat.

84. M. MONAYAIR (Koweït) remercie le CCQAB d'avoir inclus dans son rapport concernant la Mission d'observation des Nations Unies en Iraq-Koweït (MONUIK) (A/51/683/Add.1) trois paragraphes au sujet de la question du trop-perçu au titre de l'indemnité de subsistance (missions). Il souhaiterait que le Représentant du Secrétaire général fasse savoir à la Commission si des progrès ont été réalisés depuis que les informations sur ce point ont été communiquées au CCQAB, compte tenu en particulier du rapport que le Secrétaire général doit publier prochainement au sujet des mesures adoptées pour régler cette question.

85. M. HOSANG (Directeur de la Division du financement des opérations de la paix) fait savoir qu'il a été reçu une version préliminaire du rapport qui est actuellement à l'examen. Le rapport lui-même sera publié au cours des prochains jours.

La séance est levée à 17 h 50.